

EXILÉ DANS SA PROPRE PATRIE

Jean Giraudoux 1939-1944

Il y a aussi l'exil dans sa propre patrie. Jean Giraudoux, *Pleins Pouvoirs*.

J'ai le cœur serré [...] songeant à Giraudoux, blessé de s'être heurté aux barrières de la tyrannie, s'en allant dans la nuit de l'Occupation.

Claude Roy, *Moi je...*

L'histoire « contrefactuelle » est à la mode. Qu'il soit permis aux giralduciens d'y avoir recours, pour se demander ce qu'il serait advenu de Giraudoux et de sa mémoire, s'il n'était pas mort le 31 janvier 1944 – vraisemblablement d'une pancréatite aiguë, contre laquelle la médecine d'alors était impuissante¹ – mais quelques mois plus tard.

Il ne fait pas le moindre doute qu'à la Libération nul n'eût songé à l'inscrire sur la liste des écrivains interdits dressée par le C.N.E. Au début de l'automne 1944 parut un numéro d'hommage de la revue *Confluences*, qui rassemblait des textes, entre autres, de Claude Roy, Jean Blanzat, R.L. Bruckberger, Jean Prévost (qui venait d'être tué au Vercors) et, sous le nom de Paul Wattelet, Aragon lui-même. Le 20 septembre, ce dernier écrivait, à la Une de *Ce soir*, dont il était le directeur, que Giraudoux avait été empoisonné par la Gestapo « pas seulement parce que c'est le plus français de nos écrivains, mais certainement aussi pour son activité résistante gardée très secrète et que, pour ma part, j'avais devinée durant le dernier entretien que je devais avoir avec lui cinq jours avant sa mort ». Et trois jours plus tard, comme pour corroborer

1 Jacques Body, *Jean Giraudoux*, Gallimard, 2004, p. 812.

cette dernière affirmation, Claude Roy faisait paraître dans *Les Lettres Françaises* un extrait de *Sans Pouvoirs*.

Il est peu probable que Giraudoux eût accepté de siéger au C.N.E. Mais comment ne pas penser qu'il eût été, d'une façon ou d'une autre, associé à l'action du Gouvernement provisoire ? À tout le moins, le fondateur de la Ligue Urbaine et Rurale aurait travaillé en relation avec son ami Raoul Dautry, devenu le 16 novembre 1944 ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Le 21 décembre 1945, la première de *La Folle de Chaillot* constitua le « gala des Résistants de 1940 », sous la présidence effective du général de Gaulle, lequel avait à ses côtés Jean-Pierre Giraudoux, député de l'Allier. Si Jean Giraudoux était mort auparavant, le Général aurait probablement demandé pour lui des obsèques nationales, comme pour Paul Valéry. Et s'il avait vécu quelque temps encore, il aurait été élu à l'Académie française, comme Paul Claudel...

Tenons-nous en là, pour nous demander comment ce même Giraudoux peut être aujourd'hui tenu par certains pour un « ami de Hitler », ministre de Vichy, et collaborateur. Car il n'est pas jusqu'à Pierre Bergé qui, dans l'*Album Cocteau* de la Bibliothèque de la Pléiade, ne fasse de Giraudoux, contre toute vérité, un « éphémère ministre de l'Information de Vichy² » ; quant à l'actuelle notice de Wikipédia consacrée à la Ligue Urbaine et Rurale, elle la dit « fondée en août 1943 par Jean Giraudoux, Commissaire Général chargé de la propagande de Vichy ». . . Le mieux est sans doute d'exposer les faits, tels que les chercheurs sont parvenus à les dégager ; cet exposé doit en particulier beaucoup aux articles du *Dictionnaire Jean Giraudoux* dirigé par André Job et Sylviane Coyault, qui vient de paraître aux éditions Champion.

Le 29 juillet 1939, un peu plus d'un mois avant la déclaration de guerre à l'Allemagne, Giraudoux avait été nommé Commissaire général à l'information par Édouard Daladier, président du Conseil ; il resta en fonctions jusqu'à la chute de ce dernier, le 20 mars 1940. Le successeur de Daladier, Paul Reynaud, créa un ministère de l'Information, confié à Ludovic-Oscar Frossard ; Giraudoux refusa d'en devenir le secrétaire général, acceptant seulement de présider un « Conseil supérieur de l'Information », qu'il eut à peine le temps de mettre en place avant

2 Pierre Bergé, *Album Cocteau*, Gallimard, 2006, p. 271.

l'invasion allemande. Telles furent les seules fonctions officielles qu'il occupa pendant la guerre. On a beaucoup critiqué la façon dont il les exerça; mais selon Jean-Louis Crémieux-Brilhac, qui s'y connaissait, «s'il faut admettre qu'il fut employé à contre-emploi, ce serait s'associer à toute une propagande d'auto-flagellation nationale que de le disqualifier³» : il a donc réclamé «justice pour Giraudoux». Ce dernier, très conscient lui-même des limites imposées à son action, les souligna avec fermeté le 12 février 1940 dans une lettre à Daladier. Et pour ce qui dépendait de lui, il fut irréprochable : que l'on consulte le bulletin d'information hebdomadaire du Commissariat ; les documents émanant de la section germanique du «Service de l'information à l'étranger», dirigée par les professeurs Tonnelat et Edmond Vermeil, secrétaires du groupe «Race et racismes»; et bien entendu les «Messages du Continental⁴», c'est-à-dire les discours radiodiffusés du Commissaire général. Ainsi, le 29 septembre 1939, pour l'anniversaire de Munich – auquel il semble qu'il ait été opposé, sans pouvoir le signifier publiquement, tenu qu'il était par le devoir de réserve – il déclare qu'en Allemagne «[i]l n'y a plus qu'un peuple esclave que l'on nourrit d'espoir et d'orgueil et qui ne voit pas que son chef, en prétendant le mener à la domination du monde, ne le conduit qu'à la plus abominable dégradation de l'esprit et de l'honneur humain» ; et le 7 octobre, dans son discours de la rentrée des classes, il dénonce l'«éducation de haine» reçue par les enfants allemands, forcés de vérifier leur généalogie. Jamais l'extrême-droite collaborationniste ne lui pardonna de s'être fait ainsi «Démokos 39[...], le ministre de la Propagande du gang juif» (*Je suis partout*, 11 février 1944) – de même qu'elle lui reprocha vivement d'avoir «accepté trop de juifs dans ses services» (*Au pilori*, 9 juillet 1942), au premier rang desquels Julien Cain, Benjamin Crémieux ou René Cassin⁵.

Pendant l'exode, Giraudoux suivit le gouvernement à Tours et à Bordeaux, puis après que Pétain eut succédé à Reynaud et demandé l'armistice, il le précéda dans le Bourbonnais, ayant rejoint les siens à

3 Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40*, Gallimard, 1990, t. I (*La Guerre, oui ou non?*), p. 285.

4 Repris dans *CJG* n° 16, Grasset, 1987.

5 Sur le rôle de René Cassin, et plus généralement sur le fonctionnement du Commissariat général, on se reportera utilement à la biographie de Guy Teissier et Mauricette Berne, *Les Vies multiples de Jean Giraudoux*, Grasset, 2010, p. 351-370. La citation d'*Au pilori* lui est empruntée (p. 352).

Cusset, où ses parents s'étaient installés en 1901. Il put ainsi assister le 10 juillet, dans le Grand Casino de Vichy, au vote par l'Assemblée Nationale des pleins pouvoirs à Pétain. Depuis le 29 juin, il partageait avec quatre collègues un bureau de l'Hôtel du Parc, mais il ne joua aucun rôle dans la mise en place de l'État français. Il fut enfin mis à la retraite, dès le 21 janvier 1940; c'est alors seulement qu'il revint à Paris, n'ayant obtenu d'*ausweis* qu'à la fin de décembre.

Pendant toute cette période, des préoccupations d'ordre privé l'avaient d'ailleurs requis: comme toujours, les vicissitudes de sa vie sentimentale (il vivait depuis l'automne de 1939 une liaison passionnée avec Isabelle Montérou), mais surtout le sort de son fils Jean-Pierre, qui avait été mobilisé le 8 juin 1940, et que ses parents avaient conduit le lendemain à la caserne de Dijon. La débâcle l'avait emporté jusqu'à Bayonne, où, dès le 19 juin, il avait déserté pour, à travers l'Espagne et le Portugal, gagner l'Angleterre et se présenter au général de Gaulle. C'est seulement le 16 juillet que son père reçut une lettre de Lisbonne, puis, le 28, une autre de Londres; il le pressa de rentrer, et, après s'être assuré que s'il revenait, il ne serait pas inculpé pour désertion, il partit en voiture avec sa femme le 2 septembre pour Lisbonne, où il pensait le retrouver. Il l'attendit en vain un mois durant, lui envoyant plusieurs lettres où il lui assurait qu'il partageait ses «idées» et ses «réactions», mais que leur «mission» commune était de «résister de tout notre cœur, puisqu'il n'a pas été permis de résister de toutes nos armes» – résistance qui paraîtrait «suspecte» si «l'on y [voyait] une dissidence intéressée au lieu d'y sentir l'expression d'une conviction nationale⁶». Autrement dit, il lui semblait que la «dissidence» gaulliste n'avait guère d'avenir, il se rangeait à ce qui lui apparaissait comme la légalité vichyste, mais il espérait pouvoir résister de l'intérieur, et d'autant plus efficacement que son fils n'appartiendrait pas à cette dissidence, mais au contraire le seconderait dans son entreprise. Jean-Pierre, qui avait déjà rejoint les Forces Navales Françaises Libres, resta sourd à ces arguments, et le 4 octobre ses parents reprirent la route de la France; Jean ne devait jamais le revoir.

Ce serait une litote d'écrire que Jean Giraudoux n'applaudit pas au vote du 10 juillet: il parle dans «Privas» d'une «effroyable tragédie», pendant laquelle, «par des clameurs semblables à celles des rings,

6 *Lettres*, Klincksieck, 1975, p. 268-269.

alors qu'un des boxeurs va tomber, l'Assemblée a réclamé sa propre défaite⁷». Marginalisé à Vichy (il devait paraître à Claude Roy «un ci-devant disgracié», que même «les Vichyssois considéraient comme un dangereux agitateur⁸»), il n'avait pas non plus la faveur des autorités d'Occupation, qui refusèrent à Jouvet de jouer ses pièces, et lui firent attendre longtemps l'*ausweis* nécessaire pour franchir la ligne de démarcation. En effet, non seulement son rôle pendant la «drôle de guerre» le rendait suspect, mais ni en 1940, ni plus tard il ne leur donna le moindre gage, «non plus qu'aux organes de la Collaboration», comme le rappelle Jacques Body, qui écrit : «Il ne publie pas des contes dans *Je suis partout*, comme Marcel Aymé, il ne collabore pas à la NRF de Drieu La Rochelle, il n'a pas droit, comme Giono en janvier 1943, à un reportage photographique dans *Signal*⁹». ... Il faut constater en fait que ce prétendu «ami de Hitler» n'a pas, de toute l'Occupation, écrit une seule ligne pour vanter la collaboration – non plus que pour approuver la politique antisémite de Vichy. Ce silence, cette abstention, sont en eux-mêmes des indices de résistance, surtout de la part de l'auteur de *Siegfried et le Limousin*, dont probablement certains croyaient pouvoir attendre un tout autre comportement¹⁰.

Car ce n'est pas seulement pour séduire son fils que dès l'automne 1940 il lui déclare vouloir avec lui «résister de tout notre cœur». Les textes qu'il rédige dans les mois qui suivent, *Armistice à Bordeaux*, *Portugal*, «Privas», ou encore la préface de *Littérature*, rendent tous le même son : ils témoignent du désarroi d'un homme dont «la part sensible» s'est détachée de lui et éprouve à sa place les accidents de l'existence («C'est comme si mon ombre avait pris ma gérance¹¹»), et ils signifient le refus des repentirs et des reniements que le régime voudrait imposer aux

7 «Privas», *Or dans la nuit*, Grasset, 1969, p. 220.

8 Claude Roy, *Moi je...* (1969), Gallimard, Folio, 1978, p. 386.

9 Jacques Body, *op. cit.*, p. 790.

10 Dans un roman qui se déroule en 1942, la femme du «héros», un policier farouchement antisémite, explique à un officier allemand que la collaboration devrait aller de soi, avec cet argument : «Nous avons un écrivain en France qui s'appelle Jean Giraudoux. Je l'ai jamais lu, mais il a écrit ce bouquin qui s'intitule *Siegfried et le Limousin*... Je crois que ça parle d'un bel Allemand qui visite ma région. Alors vous voyez...» (Romain Slocombe, *L'Affaire Léon Sadorski*, Robert Laffont / Le Livre de poche, 2017, p. 271). Précisons qu'à aucun moment le lecteur, qui lui non plus n'a probablement pas lu *Siegfried et le Limousin*, n'est informé du contenu réel du roman de Giraudoux, paru, rappelons-le, en 1922.

11 «Privas», *op. cit.*, p. 216.

Français. Claude Roy l'avait perçu : «Le grand chantage à la culpabilité collective était sans doute ce qui avait le plus irrité et atteint Giraudoux dans l'entreprise de Vichy¹²».

Dans *Armistice à Bordeaux*, Giraudoux s'adresse fictivement à un jeune homme installé à la même terrasse que lui, et qui à l'évidence représente son fils : «Parce que ce n'est pas toi enfin qui battras ta coulpe dans cette catastrophe comme moi d'ailleurs. Cet aveu de nos fautes qu'on nous réclame je ne sais pourquoi de toutes parts, ce désaveu de notre vie, comme moi, comme tous nos égaux, tu le refuses. C'est maintenant au contraire que je vois lumineusement que moi je n'ai pas péché, que je ne suis pour rien dans ce désastre¹³». Les textes réunis dans *Littérature* (qui devait initialement s'intituler : *Littérature française*), tout particulièrement dans la section «Polémique», prennent en 1941 une autre résonance qu'à la date de leur première publication, formant une véritable protestation contre l'esprit de Vichy. Ainsi, sous un régime décidé à «extirper l'esprit de l'école primaire» (Paxton), et qui avait supprimé les écoles normales, l'éloge des instituteurs et de l'enseignement primaire constituait une véritable provocation («Instituts et instituteurs»); de même, celui de l'École normale supérieure comme un «assemblage d'êtres qui éprouvent le besoin de se réunir pour vivre une vie particulièrement et passionnément individuelle¹⁴», alors que la presse de la Collaboration dénonçait l'individualisme et exigeait que l'ENS fût supprimée à son tour («L'Esprit normalien»). Dans «Caricature et satire», Giraudoux célèbre encore «les deux seules armes» dont dispose l'humanité contre la bêtise, et proclame que «la question des régimes établis, des situations consolidées, des tyrannies et des habitudes, se posera toujours tant qu'il y aura des écrivains, et qu'ils seront libres de cette liberté suprême, qui est la gaieté¹⁵». On est là tout près de la «poésie de contrebande» pratiquée par Aragon.

Or, *Littérature* est le seul livre (en dehors de quelques rares plaquettes) que Giraudoux ait publié entre juillet 1939 et novembre 1943 – date à laquelle parut le texte de *Sodome et Gomorrhe*, la seule de ses pièces qui ait été créée en France pendant l'Occupation. À ces deux publications,

12 Claude Roy, *op. cit.*, p. 389.

13 *De Pleins Pouvoirs à Sans Pouvoirs*, Julliard, 1994, p. 165-166.

14 *Littérature*, Gallimard (Folio), p. 141.

15 *Id.*, p. 160.

il convient certes d'ajouter *Le Film de la Duchesse de Langeais* (mai 1942), et *Le Film de Béthanie* (paru quelque temps après sa mort, en avril 1944) ; mais ni *La Duchesse de Langeais* de Jacques de Baroncelli, ni *Les Anges du péché* de Robert Bresson n'ont été produits par la Continental, ni *a fortiori* ne sont des œuvres de propagande – le P. Bruckberger, résistant incontestable, a d'ailleurs travaillé aux *Anges du péché*. Alors même que Giraudoux écrivait beaucoup, aucun autre livre ne parut sous son nom de toute la guerre.

Au début de 1941, il se rendit quelquefois à l'Institut allemand du Dr. Karl Epting, pour obtenir de circuler librement entre les deux zones et de publier *Littérature* ; bien d'autres, comme François Mauriac, durent consentir à de telles visites pour être publiés. Lors de son second séjour à Paris, cette même année, il déjeuna, le 9 juillet, avec Robert Brasillach – l'un de ses plus fervents admirateurs, mais qu'il ne fréquentait guère –, Karl-Heinz Bremer, l'adjoint d'Epting, et le fameux lieutenant Gerhard Heller, responsable de la littérature à la *Propaganda-Staffel* ; par la suite, il revit quelquefois Heller, et il lui arriva d'être le commensal d'Ernst Jünger. Mais ses relations avec l'Occupant se bornèrent à ces rencontres épisodiques, avec des officiers qui n'étaient pas les plus fanatiques des nazis.

En revanche, il conservait de nombreuses relations dans les milieux gouvernementaux, essentiellement d'anciens camarades de la rue d'Ulm, Jacques Chevalier (qui de surcroît était natif de Cérilly), Jérôme Carcopino, tous deux secrétaires d'État, et René Gillouin, conseiller de Pétain. Par leur intermédiaire il chercha en vain à persuader ce dernier de lui confier un haut-commissariat à l'urbanisme : le «rêve technocratique¹⁶» qu'il partageait depuis les années 30 avec Raoul Dautry ou Le Corbusier dut lui paraître, non sans quelque apparence de raison, pouvoir se réaliser sous Vichy. Au début de 1941, il faisait valoir ainsi la nécessité d'une «dictature de l'urbanisme», pour citer le titre d'un mémoire dont il se servit ensuite pour un article paru en juillet dans le premier numéro du mensuel pétainiste *Patrie*, publié à Alger. Dans le numéro de septembre de cette même revue devait encore paraître, sous le titre «Message à la Légion», le texte d'une allocution qu'à la demande de son frère Alexandre il avait

16 Voir Rémi Baudouï, «Giraudoux et le rêve technocratique», in *Jean Giraudoux et le débat sur la ville*, CIG n° 22, Grasset, 1993, p. 59-74.

prononcée en avril 1941 devant la section de Cusset de la Légion française des combattants (Éric Alary et Bénédicte Vergez-Chaignon décrivent ce rassemblement d'anciens combattants comme « le contrefeu à un parti unique d'inspiration fasciste¹⁷ »; rien à voir avec la Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme, créée d'ailleurs seulement le 8 juillet), et dans laquelle il parlait aussi d'urbanisme; et c'est sur l'urbanisme que le 22 septembre il prononça une conférence à Marseille, dans le cadre de la Foire. En mai 1942, il crut encore pouvoir profiter du retour au pouvoir de Laval pour obtenir, par l'intermédiaire de Jean Jardin, son directeur de cabinet, qu'il connaissait depuis longtemps, la reconstitution du comité de la Ligue urbaine; mais c'est indépendamment du gouvernement que fut finalement déposée à la Préfecture de police, le 23 août 1943, la déclaration de la « Ligue urbaine et rurale pour l'aménagement du cadre de la vie française », dont il avait rédigé le manifeste¹⁸.

On peut certes regretter que Giraudoux ait entretenu de telles illusions sur les actions réformatrices que pouvait mener un régime dont par ailleurs il n'approuvait ni les principes ni les valeurs. Mais c'est probablement ainsi qu'il entendait la résistance intérieure dont il parlait à son fils dès l'été 40, et il ne serait peut-être pas absurde de voir en lui, du moins jusqu'en 1942, un cas singulier de « vichysto-résistant ». Quoi qu'il en soit, après l'invasion de la Zone libre, il bascula définitivement dans la Résistance, écrivant à Isabelle Montéroule le 4 mars 1943 : « Espoir en tout, excepté en Vichy ». C'est alors, au témoignage de plusieurs de ses jeunes admirateurs (Claude Roy, Jean Blanzat...), qu'il entreprit « de réunir un vaste « dossier de la France » pour préparer dans la ténèbre la résurrection de la patrie¹⁹ »; il dut en faire part à Aragon, qu'il rencontra une semaine avant sa mort, le 24 janvier 1944. On en tira en novembre *Écrit dans l'ombre*, le premier de ses textes à paraître après la Libération, aux Éditions du Rocher, puis le recueil intitulé *Sans Pouvoirs*, où il sera repris en 1945.

Comment expliquer pourtant que Giraudoux soit tenu aujourd'hui par beaucoup pour une figure de la collaboration ? Il faut sans doute pointer trois causes, qui bien sûr s'enchevêtrent. Tout d'abord, une

17 *Dictionnaire de la France sous l'Occupation*, Larousse, 2011.

18 Il ne parut qu'en février 1945 dans *Le Figaro*. On en trouvera le texte, ainsi que ceux de l'article paru dans *Patrie* en juillet 1941 et de la conférence prononcée à Marseille, dans *Jean Giraudoux et le débat sur la ville*, *op. cit.*

19 Guy Teissier, et Mauricette Berne, *op. cit.*, p. 406.

idée très simplifiée des clivages des années 40, qui par exemple fait méconnaître l'existence des «vichysto-résistants» (et fait oublier aussi que les Français libres comme les chefs de la Résistance intérieure ne venaient pas, pour la plupart, de la gauche socialiste et communiste) : présent à Vichy (d'autant qu'il séjournait souvent près de sa mère, à Cusset), Giraudoux ne peut être que collaborateur. Ensuite, une vision trop systématique d'une réalité indiscutable : la continuité entre certains aspects de l'action conduite par les derniers gouvernements de la III^e République et la politique de Vichy (c'est le thème de «Vichy avant Vichy») – continuité que l'on peut constater d'ailleurs jusque dans la République gaullienne ; le Commissaire général à l'information de Daladier se trouve ainsi transformé en ministre de la propagande de Pétain, cependant que *Pleins Pouvoirs*, publié en juillet 1939, et qui est fait d'articles parus entre 1933 et 1936, ou du moins quelques-unes de ses pages consacrées à l'immigration, mais aussi à l'urbanisme, servent anachroniquement à illustrer les exclusions mises en œuvre par le régime, ou ses tendances technocratiques. Enfin, il y a ce phénomène singulier, une « giraldophobie » persistante, mais qui, des années 30 à nos jours, a glissé de l'extrême-droite à une certaine gauche : celle-là dénonçait, avec Jacques Dyssord, un « abstracteur de quintessence » aux « grâces laborieuses », et lui reprochait de s'être fait, au Continental, l'« homme de main » des Juifs²⁰ ; celle-ci moque, après Jean-Louis Bory, sa « religion du style²¹ », et dénonce son prétendu antisémitisme, qui l'aurait poussé à la collaboration. Ce fascinant portrait en miroir éclaire notre époque plus que Giraudoux lui-même, devenu bien malgré lui le protagoniste d'une lamentable histoire proprement « contrefactuelle », qui a fait de lui un « ministre de Vichy », voire (par confusion sans doute avec Paul Morand) un « consul de Vichy à Berne », jusqu'en 1945!...

Pierre d'Almeida CELIS – Université
Clermont-Auvergne

²⁰ Voir Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains*, Fayard, 1999, p. 199 et 184.

²¹ Jean-Louis Bory, in *Le Magazine littéraire* n° 33 («Que reste-t-il de Giraudoux?»), octobre 1969.